

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Mon banquier m'a dit ...»

Le fisc américain: extension du domaine de la lutte (en Suisse)

Entretien avec Luis Suarez-Villa, professeur d'économie, University of California, Irvine

Luis Suarez-Villa a obtenu son doctorat d'études politiques internationales à l'Université de Cornell. Il est Professeur à l'Université de Californie, Irvine, dont il est membre depuis 1982. Il est spécialisé dans la technologie et l'innovation, et dans leurs relations avec le changement social, le développement économique et l'analyse régionale. Luis Suarez-Villa a beaucoup étudié, enseigné et poursuivi des recherches à l'étranger, notamment en Europe, en Asie et en Amérique Latine. Il collabore fréquemment avec l'Université de New York, les Nations Unies, ainsi qu'avec des universités espagnoles et brésiliennes.

Dans ce long entretien, Luis Suarez-Villa explique et s'en prend violemment au système fiscal américain et à ce qui ressemble à un désir de la part de celui-ci de nuire aux banques suisses. Il n'est pas beaucoup plus clément envers certaines banques suisses et leurs stratégies expansionnistes, basées sur un risque maximum sans visibilité aucune. Luis Suarez-Villa explicite également sa théorie du «technocapitalisme» qui permet de comprendre les métamorphoses récentes du capitalisme traditionnel.

Daniel Laufer: Vous avez inventé le terme de «technocapitalisme»,¹ dans lequel les «valeurs intangibles» sont prépondérantes. Pourriez-vous nous expliquer brièvement ce que vous entendez par là?

Luis Suarez-Villa: Le technocapitalisme fait référence à l'importance écrasante des intangibles, tels que la créativité et la connaissance. Le technocapitalisme oriente avant tout son rayon d'action vers la compréhension de la recherche et son importance pour les nouveaux secteurs qui seront symboliques pour le XXI^e siècle. Ces secteurs sont la nanotechnologie, la génomique, la bio-informatique, le génie génétique, la protéomique, la biopharmaceutique, la biorobotique et l'informatique moléculaire, entre autres. Cependant l'intérêt du technocapitalisme pour

les ressources intangibles couvre également les services à très haute valeur ajoutée qui exigent des connaissances considérables, tels que la finance, les soins médicaux, l'éducation et l'informatique. Cette sorte de service sera profondément liée aux nouveaux secteurs. Par exemple les soins médicaux sont de plus en plus liés à la biopharmaceutique, la nanotechnologie et la génomique. En conséquence, une nouvelle sorte de médecine est en train d'émerger. Peut-être pourrions-nous l'appeler biomédecine, ce qui sera génétiquement ciblé.

Bien que la perspective de ces nouveaux secteurs paraisse pleine de promesses, elle est également lourde d'aspects tout à fait terrifiants. Ces aspects sont liés aux conséquences négatives imprévues que beaucoup de nouvelles technologies portent en elles. Mais un aspect essentiel et particulièrement effrayant de ces nouveaux secteurs, c'est tout ce qui les lie au monde de l'entreprise.² Les grandes entreprises ont la haute main sur ces nouveaux secteurs, et leur priorité absolue est habituellement centrée sur l'importance des profits et sur la consolidation de leur position, au-dessus de toute autre considération. Elles ont par conséquent tendance à placer le profit au-dessus des besoins humains et finissent souvent par nuire à notre santé, à la nature et à l'environnement, à rabaisser les valeurs culturelles et à corrompre les politiques. Nous en voyons déjà certaines conséquences dans le nombre astronomique de litiges, et dans la méfiance du public pour beaucoup de produits pharmaceutiques génétiquement modifiés. Par conséquent, le technocapitalisme se concentre sur le pouvoir des entreprises et dans leur contrôle écrasant de la technologie dans le XXI^e siècle.

La Suisse, grâce à son haut niveau d'éducation et la grande qualité de ses ressources humaines, est une nation dont le potentiel pour générer de la créativité et de nouvelles connaissances est énorme. Ce potentiel ne concerne pas uniquement les nouveaux secteurs qui seront symboliques du XXI^e siècle, mais aussi les services bien établis tels que la finance, les soins médicaux et l'éducation. La Suisse est donc très bien placée pour continuer à être une base très importante pour tous les services liés à la connaissance.

Tradition helvétique de paix et de respect

Presque aucune autre nation dans le monde, à population et à taille égales, ne possède un potentiel équivalent à celui de la Suisse en tant que centre mondial prépondérant pour les activités centrées sur la connaissance et la créativité. D'autre part la conception helvétique de la gouvernance, avec ses référents et autres mécanismes, semble bien plus démocratique que n'importe quel autre système de gouvernance en activité à ce jour. La tradition helvétique de paix et de respect pour les autres peuples est également essentielle à cet égard. La paix et une gouvernance démocratique sont des éléments clés pour développer une base saine de ressources intangibles telles que la créativité et les nouvelles connaissances qui servent les besoins humains, respectent la nature, et aident d'une manière générale à changer le monde pour le meilleur.

En raison de son histoire propre, la Suisse dépend beaucoup des métiers de services,



Editions Xenia, Vevey, Suisse, 2008.
ISBN 978-2-88892-055-7

Mon banquier m'a dit ...

Qui veut détruire la Banque suisse?

Entretiens sur l'avenir de la place bancaire suisse dans la crise financière mondiale menés par David Laufer avec:

- Alain Berset, Conseiller aux Etats fribourgeois (PS)
- Georges Blum, ancien PDG de la SBS
- Michel Dérobert, Secrétaire général de l'Association des banquiers privés
- Matthias-Leonhard Lang, Directeur de succursale, Kreditbank (Switzerland) Ltd.
- Christophe Reymond, Directeur du Centre patronal vaudois
- Luis Suarez-Villa, Professeur à l'Université de Californie

en particulier des services financiers. Face à l'explosion des métiers de services dans le monde, doit-on craindre que la place financière suisse perde une part de son pouvoir d'attraction? Et comment peut-elle conserver l'avantage, alors que la confiance dans les banques d'une manière générale a durement été atteinte par la crise que nous traversons?

La banque suisse peut en effet se trouver menacée dans la mesure où elle néglige ses racines et ses valeurs culturelles suisses. Une de ces valeurs essentielles peut être interprétée comme le respect pour la sphère privée personnelle, ce qui inclut la sphère privée financière. La prudence dans la finance, qui s'exerce notamment avec la compréhension du risque autant que possible sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, est une caractéristique typique. Cela signifie également qu'on ne fait pas ce qu'on ne comprend pas en termes d'outils et de schémas d'investissements. Les pertes très importantes récemment enregistrées par quelques-unes des plus grandes banques suisses, y compris la perte de milliers d'emplois, et la destruction de la sphère privée de leurs clients dans laquelle elles sont désormais mêlées, semblent indiquer que certaines valeurs suisses ont été méchamment négligées.

Une large part des problèmes financiers des banques suisses provient des Etats-Unis

Une large part des problèmes financiers que rencontrent actuellement les banques suisses, et le dommage causé à leur prestige en tant qu'entreprises de confiance, provient des Etats-Unis. Les stratégies poursuivies par les mégabanques aux Etats-Unis, et désormais également par l'UBS et le Crédit Suisse, étaient fondées sur certaines conceptions et certains modèles stratégiques qui avaient littéralement pris possession des écoles de commerce américaines il y a environ quarante ans. Ces conceptions ont colonisé les programmes des écoles de commerce américaines. Ils se fondaient sur l'économie néoclassique, particulièrement sur un genre d'outils

qui peuvent être décrits comme modèles et hypothèses d'«équilibre général». Ces modèles, qui sont devenus très communs dans le domaine de l'économie au début des années cinquante (aux Etats-Unis), sont très imparfaits non seulement en raison de leur incapacité à mesurer ou comprendre le risque, mais également en raison de leurs hypothèses irréalistes concernant le comportement et les décisions humaines.

Ces modèles, et leurs cadres de travail dérivés, sont véritablement au cœur de l'éducation commerciale aux Etats-Unis et sont une composante centrale des programmes des écoles de commerce, y compris la finance. Ils ont été enseignés à des générations de diplômés d'écoles de commerce et font désormais partie intégrante des pratiques commerciales dans beaucoup de domaines, y compris dans la finance. Ils sont également enseignés dans le monde entier, depuis que l'induction commerciale à l'américaine s'est répandue partout durant les deux dernières décennies. Ces modèles ont servi de chablon conceptuels sur lesquels on fondait des cadres opérationnels de travail dans à peu près tous les domaines de la banque et de la finance. Leur usage généralisé dans la banque a largement contribué à l'actuelle crise financière mondiale.

Maximiser les profits par n'importe quel moyen

Ces concepts et modèles, que je ne peux pas décrire ici avec suffisamment de détails mais qui méritent toute notre attention, ont été adoptés par les grandes banques suisses (telles que l'UBS et le CS) tandis qu'elles entamaient leur croissance à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis. En pratique et dans leurs conséquences, ces modèles, leurs cadres de travail et leurs chablon ont donné naissance à une nouvelle culture stratégique et de management dans la banque. Cette nouvelle culture opérationnelle se fonde notamment sur la préoccupation écrasante presque obsessionnelle de maximiser les profits par

Sommaire

Une nouvelle bulle financière ne résoudra pas le problème

page 3

Recul de la production industrielle dans le monde

page 4

Baisse des taux directeurs des deux côtés de la Manche

page 5

Le secret bancaire

page 6

Des changements s'imposent de toute urgence

page 7

La página en español

El artículo «La hacienda pública norteamericana: Expansión de la zona de lucha (hacia Suiza)» se encuentra en www.horizons-et-debats.ch

«Le fisc américain: ...»

suite de la page 1

n'importe quel moyen, y compris les plus spéculatifs. En faisant cela, on a dangereusement sous-estimé le risque et compromis la sphère privée financière des clients.

Les cadres opérationnels de travail, basé sur ces modèles étroits et sérieusement imparfaits, ont été concoctés, vendus souvent pour des millions de dollars et légitimés par des gourous académiques des écoles de commerce américaines. Quelques-uns de ces gourous se sont largement enrichis en colportant et en faisant la promotion de nouvelles variantes de ces modèles, en les dépeignant comme des approches de *best practices*,³ et en ignorant que la plupart des valorisations financières comportent la plupart du temps une bonne dose de risque. Nous avons déjà vu les résultats des hypothèses irréalistes de ces modèles et des stratégies auxquelles ils ont donné naissance dans les pertes gigantesques qu'ont dû souffrir les mégabanes américaines et les banques suisses qui les ont imitées. Il est inutile de préciser que ceux qui ont propagé, vendu ou défendu ces modèles de risques, ont perdu tout crédit, alors que le système financier mondial est en train de plonger dans la crise.

Dérégulation à l'origine d'une gigantesque spéculation financière

L'usage étendu de ces modèles, ainsi que de leurs cadres de travail et de leurs chablon opérationnels dérivés, est intimement lié au processus de *dérégulation financière* qui a débuté aux Etats-Unis dans les années quatre-vingt. La dérégulation financière américaine a été de son côté largement responsable de la création des mégabanes américaines, lorsque l'avalanche de fusions bancaires et de reprises a commencé tandis que les régulations existantes étaient démantelées. Cette dérégulation a également été lorsque des outils nouveaux, *non régulés* et très risqués, tels que les prêts titrisés, les swaps de crédits, les obligations de dette garantie et autres sont devenus l'objet d'une spéculation sans retenue, sans compréhension des conséquences. La seule valeur globale des dérivés de crédit a été estimée à près de 520 *billions de dollars* au début de la crise actuelle. Les dirigeants de la mégabanque *Citibank* ont estimé qu'ils devraient probablement amortir 400 milliards de dollars sur les prochaines années. En clair, plusieurs banques se sont livrées à une spéculation sans limites sur plusieurs années, sans aucune prévision et sans compréhension des risques que celle-ci comprenait. En agissant de cette façon, les banques ont réalisé des profits record pendant plusieurs années et les dirigeants de ces banques ont été parmi les mieux payés de n'importe quel secteur. La compensation pour les dirigeants de ces banques a augmenté d'une façon remarquable et a souvent été estimée à plus de 600 fois le salaire des employés moyens dans beaucoup de banques.

L'un des résultats de cette frénésie prolongée et sauvage de spéculation financière est une augmentation dramatique de la dette à tous les niveaux: pour le consommateur, pour les entreprises, pour les gouvernements et pour pratiquement tout type d'activité existant. La spéculation sur la dette paraît par conséquent avoir été l'une des raisons principales derrière la croissance économique américaine des vingt dernières années. Cette *montagne de dettes* menace à présent l'économie américaine ainsi que le système financier américain. Les Etats-Unis sont aujourd'hui la nation la plus endettée de la planète, ce qui est à l'opposé complet de sa situation durant les années cinquante. Au moins financièrement, les Etats-Unis sont pratiquement une nation en condition de banqueroute. Il est inutile de préciser que, l'imitation de la dérégulation financière américaine s'étant étendue au reste du monde, bien d'autres nations (et en réalité le système financier global) sont désormais menacées par certains des problèmes qui menacent actuellement l'économie américaine et son système financier.

Cette *montagne de dettes*, couplée à la crise financière actuelle, a provoqué un effondrement brusque de la valeur du dollar américain. La chute du dollar a, à son tour, nourri une inflation mondiale, jetant

plus d'un milliard de personnes dans une pauvreté plus grande encore lorsque les prix de la nourriture et de l'essence se sont mis à augmenter dramatiquement. Les mégabanes américaines sont partiellement responsables de cette vague sans précédent de spéculation qui a donné naissance à cette crise globale, lorsqu'elles se sont mises à créer d'innombrables nouveaux outils d'investissements pour titriser la dette, en cooptant des agences de notation, ce qui leur assurait des notations favorables pour les outils qu'ils créaient, et dans certains cas en corrompant les régulateurs afin qu'ils ferment les yeux sur les pratiques bancaires les plus choquantes. Elles ont également fait la promotion d'une dérégulation financière à l'américaine dans le monde entier en encourageant les gouvernements à imiter la dérégulation américaine, et en finançant des *think-tanks*⁴ pour qu'ils produisent des rapports et des études qui favorisaient les méthodes des mégabanes, sans aucune attention accordée aux risques que cela comportait.

D'importantes banques suisses regardaient de l'autre côté de l'Atlantique et cherchaient à imiter les mégabanes américaines qui commençaient à émerger, tandis que la dérégulation financière américaine progressait. De grandes banques suisses telles que l'UBS et le CS devinrent elles-mêmes des mégabanes en imitant les acquisitions et les prises de contrôles qu'effectuaient les mégabanes américaines. Limitation des mégabanes américaines par les banques suisses a également signifié que l'on compromettrait (dans certains cas, il s'agissait tout simplement de destruction) la sphère privée des clients. C'est ainsi que pour pénétrer directement le marché américain en achetant des banques d'investissement américaines, telles que *Paine Webber* pour l'UBS et *First Boston* pour le CS, les grandes banques suisses ont dû accéder aux exigences américaines et sacrifier la sphère privée financière de leurs clients, et cela même en Suisse. En 2003, l'UBS et le CS ont dû accepter, dans ce qui, à présent, ressemble à un échange de bons procédés tacite pour les autorités américaines qui approuvaient leur entrée sur le marché américain, de faire directement état des données de leurs clients aux Etats-Unis. C'est ainsi que, d'une certaine façon, les banques suisses se sont transformées en extension du système fiscal américain en Suisse, à la demande des autorités américaines.

Vouloir être le policier du monde est un projet fort coûteux

Et pourquoi les autorités américaines auraient-elles de telles exigences? Les Etats-Unis, contrairement à la quasi-totalité des nations du reste du monde, ont un système fiscal extraterritorial. Cela signifie que les résidents américains, qu'ils soient citoyens américains ou non, sont taxés par le gouvernement américain où *qu'ils soient dans le monde*. Par conséquent un des objectifs principaux des autorités américaines semble de voir *toutes* les nations et leurs banques rapporter les données financières de *n'importe quel* individu qui est d'une certaine façon connecté aux Etats-Unis, même si elles doivent pour cela violer leurs lois nationales.

Pourquoi les Etats-Unis imposent-ils et entretiennent-ils ce système fiscal excessif et sans frontières? Une partie de la réponse est liée aux dépenses militaires. L'économiste lauréat du prix Nobel *Joseph Stiglitz* a récemment estimé le coût de la guerre en Irak à *trois billions de dollars* pour le gouvernement américain⁵. En plus de ceci, le budget militaire américain, dont le gaspillage a atteint des proportions incroyables, engloutit actuellement au moins autant des ressources nationales américaines que durant les années de Guerre Froide. Etre le *policier du monde* et imposer ses intérêts par la force, n'importe quand et n'importe où l'occasion se présente, voilà qui semble être un projet fort coûteux. Toutes ces aventures militaires américaines, les prisons, et ce qu'on a appelé avec un fort goût de l'euphémisme les «restitutions», qui en réalité comportent des kidnappings, de la torture ou même des assassinats, n'importe où dans le monde, sont très coûteuses et doivent être payées. Le système fiscal américain est le premier outil qui permette de faire cela.

L'engagement helvétique est antithétique à la machine militaire américaine

Il est inutile de préciser que le vieil engagement helvétique pour la paix, le respect helvétique pour les autres peuples et les autres cultures, tout cela est *antithétique* à cette vaste machine militaire et à ses coûteuses aventures. Et pourtant, les banques suisses sont désormais en train d'appliquer des lois fiscales américaines sur le territoire suisse.

Peut-être que cette situation peut nous aider à comprendre pourquoi les autorités fiscales américaines utilisent désormais des méthodes similaires à celles utilisées par les agences de renseignement. Détenir, interroger ou même gratter la patte à des employés de banque et piller systématiquement des données sur toutes les transactions bancaires dans le monde entier, voilà des pratiques aujourd'hui normales puisque les autorités fiscales estiment que *n'importe quelle méthode* est acceptable pour capter toujours plus de revenu fiscal. Nous devrions garder à l'esprit que le peuple américain n'est jamais consulté *directement* sur la guerre, les taxes, et toute décision gouvernementale majeure. Cela semble faire de la gouvernance à l'américaine un système fort *antidémocratique*, en comparaison avec le système suisse qui fait souvent usage des référendums pour toute décision majeure. Il est inutile de préciser que les mensonges, les dissimulations et les subterfuges utilisés pour vendre la guerre en Irak au peuple américain n'auraient probablement jamais été possibles – ou auraient été dénoncés pour ce qu'ils étaient – si les Américains avaient été directement consultés, comme le peuple suisse est fréquemment consulté pour toutes les décisions majeures de gouvernance. [...]⁶

Pensez-vous que la complexité grandissante du monde financier et de ses mécanismes soit bien comprise par les décideurs politiques? Ne risquez-t-on pas, dans cette crise financière, de voir des dilettantes prendre des décisions majeures sur des sujets qu'ils ne comprennent plus?

Les dirigeants de banques se plaignent constamment que les politiciens ne les écoutent pas suffisamment. Les politiciens doivent écouter, mais ils doivent faire attention à l'intérêt général, au bien commun, ce qui bien souvent contrevient aux intérêts des banques. Les dirigeants des banques ont pour priorité de faire des profits, mais les politiciens doivent donner la priorité à l'intérêt général et national. Les politiciens doivent également faire attention et soutenir des valeurs culturelles lorsque celles-ci sont menacées par des intérêts commerciaux. Les intérêts généraux et commerciaux peuvent parfois converger, mais c'est rarement le cas. Il y a ici des *relations de pouvoir* et aucun des deux camps n'est très à l'aise avec celui d'en face.

Parfois, lorsque les banques se concentrent sur leur priorité que sont les profits, elles peuvent compromettre des valeurs culturelles. Par exemple, lorsque les banques suisses actives aux USA sont devenues des informatrices et ont appliqué les lois fiscales américaines sur le territoire suisse, cela a compromis la valeur suisse de *sphère privée*. Et pourquoi les politiciens suisses ont-ils accepté cette sorte d'imposition? Jouaient-ils sur une partition écrite par les banques en vue des grands profits escomptés, dans ce cas précis de leurs opérations aux Etats-Unis?

Vous avez récemment écrit dans la «Tribune de Genève»⁷ pour dire que, selon vous, les malheurs qui ont récemment frappé l'économie suisse sont dus principalement au fait que ceux qui les ont causés se basaient sur des principes «non-suisses». Pourriez-vous expliciter cette notion?

Il est difficile de synthétiser les valeurs culturelles. D'ordinaire, elles sont imbriquées dans les lois et les coutumes d'une nation, parfois de façon évidente mais souvent de façon subtile. Je serais prêt à considérer le *respect pour la sphère privée* comme une valeur suisse très importante. C'est une valeur à multiples facettes dont les dimensions sont à la fois intellectuelles, financières et politiques, entre autres choses. Notez que je considère la sphère privée comme étant multidimensionnelle et pas seulement confi-

née aux choses financières. Dans le domaine de la finance la sphère privée est probablement la valeur la plus importante qui soutient la viabilité à long terme du système financier de la Suisse, pas seulement lors de transactions extérieures, mais aussi lors de transactions internes pour le peuple suisse. Dans l'arène politique, c'est une valeur qui défend l'approche helvétique de la démocratie, ce qui comprend la consultation directe de l'électorat, souvent par délibération, et le droit d'avoir ses propres opinions et choix politiques, et de les avoir en *privé*, ceci étant également associé à la dignité et à l'identité personnelles sans avoir besoin de s'assurer d'un accord officiel comme condition préalable.

Refus de la guerre et rejet de l'agression

Une autre valeur est le traditionnel *engagement de la Suisse pour la paix*. Cette valeur comprend le refus de la guerre et le rejet de l'agression. La conquête, l'imposition et les exigences faites à d'autres nations sont clairement *antithétiques* à cette valeur. Soutenir les nations qui font la guerre, qui conquièrent ou imposent leur volonté à d'autres peuples semble également antithétique à cette valeur. Un tel soutien peut être empêché pas uniquement dans son acception diplomatique, politique ou culturelle, mais également dans son acception *financière*. Il serait important, par exemple, que les banques suisses ne contribuent pas à financer ou à soutenir des nations et des systèmes fiscaux qui donnent dans l'agression, dans la conquête ou dans la persécution d'autres peuples.

Le *respect pour les autres nations et leurs cultures* peut également être considéré comme une valeur culturelle suisse. Celle-ci est fortement liée à l'engagement suisse pour la paix, comme indiqué plus haut. Un tel respect est multidimensionnel. Cela inclut, par exemple, la reconnaissance des différences dans les langages, l'histoire et les traditions. Cette valeur peut se voir dans le cadre multilingue de la Suisse, et dans la reconnaissance des diverses cultures dans son histoire et dans son identité nationales.

Une autre valeur comprend le *respect pour les conditions nécessaires à l'existence humaine*. Ces conditions comprennent les soins médicaux, l'éducation et la sécurité publique. Elles comprennent également les droits des employés. Ces conditions sont d'habitude offertes en permettant l'accès à tout cela. Soutenir ces conditions signifie également de ne pas copier ou imiter les modèles d'autres nations, particulièrement celles dont des pans entiers de la population n'ont pas accès à ces conditions, sont mises de côté ou discriminées. Trop souvent, les modèles qui prétendent déréguler ou libérer l'initiative humaine finissent généralement par détruire ces conditions pour une partie de la population, ou les rendent inaccessibles pour une partie de la population. Ces conditions sont intimement liées à la justice sociale, ce qui comprend l'inclusion, l'équité dans les affaires sociales et légales, ainsi que la possibilité de soutenir l'existence humaine d'une façon digne. •

Source: *Mon banquier m'a dit ...*, 1^{er} chapitre, Xenia 2008.

¹ Pour plus de détails, en anglais seulement, voir le site du Prof. Suarez-Villa: www.technocapitalism.com

² Le terme anglais utilisé ici est *corporation*, ce qui peut être traduit de multiples façons: entreprise, multinationale, société, termes qui recouvrent chacun des réalités déferentes. En français, *entreprise* est le terme le plus usité et celui que nous choisirons. Cependant, *corporation* recouvre plutôt la réalité des grandes entreprises intégrées et multinationales, actives dans plusieurs domaines et employant des dizaines de milliers de personnes.

³ En français, *meilleures pratiques*. Terme de marketing qui désigne les pratiques professionnelles et commerciales ayant fait leurs preuves et dont on peut s'inspirer.

⁴ Un *think tank* se dit laboratoire d'idées selon la terminologie officielle dans les pays francophones.

⁵ Cette estimation, largement relayée par les médias, est un objet de très vives discussions outre-Atlantique.

⁶ Nous sautons ici deux questions et réponses étant donné qu'elles ont déjà été publiées dans *Horizons et débats* n° 8 du 4 mars.

⁷ Courrier des lecteurs du 18/4/08.

Une nouvelle bulle financière ne résoudra pas le problème

Que cache la «grande réforme de la santé» voulue par Obama?

par Karl Müller

L'article ci-après remet en question l'affirmation du nouveau président américain Obama que l'énorme déficit budgétaire de 1,75 billion de dollars doit servir au bien-être de la population des Etats-Unis et à l'économie mondiale. L'auteur de l'article part du constat que, notamment, les dépenses prévues par Obama pour la «grande réforme de la santé» ne doivent pas servir en premier à la santé publique, mais à une forme moderne d'un techno-capitalisme suspect (biotechnologie, technologie génétique, nanotechnologie, etc.), ce qui peut mener vers une nouvelle bulle spéculative. Et tout cela pour maintenir la domination mondiale du dollar au profit des bénéficiaires de cette domination.

Le gouvernement américain met les Etats européens sous pression. Le 8 mars, le journal anglais «Financial Times» rapportait que le conseiller en économie du nouveau président, Lawrence Summers, avait insisté auprès des Etats européens pour qu'ils investissent beaucoup plus dans la lutte contre la crise financière et économique. Les programmes prévus actuellement ne seraient pas suffisants. On ne pouvait pas laisser le soin à la Chine de remettre en marche la conjoncture mondiale.

Summers vantait par là le modèle de son propre gouvernement qui a présenté un budget pour le 1^{er} octobre 2009, date d'entrée en vigueur pour 2010, comprenant le plus grand déficit depuis la Seconde Guerre mondiale: il s'agit d'un déficit de 1,75 billion de dollars – ce qui représente plus de 12% du produit intérieur brut des Etats-Unis.

Ce déficit particulièrement élevé s'explique par le fait que les dépenses de guerre à venir devront être comprises dans le budget, de même que les énormes sommes du budget qui doivent se répandre dans le monde de la finance et par le «programme conjoncturel» de Barack Obama d'un volume de 787 milliards de dollars.

Quant à Obama, il promet que son «programme conjoncturel» et sa politique de dépenses apporteront un changement dans le bon sens.

Toutefois, cette promesse ne prend pas même partout aux Etats-Unis, où des analystes plutôt de gauche, tels que Michel Chosudovsky («America's fiscal collapse»; www.globalresearch.ca du 2/3/09) ou Robert James Parson («Obama prescrit une dose massive de confiance»; *Le Courrier* du 18/2/09) en arrivent à la conclusion que le programme d'Obama ne servira pas en première ligne à la population du pays ou à l'économie mondiale, mais bien – quelles que soient les promesses – aux multinationales et aux grandes fortunes.

Biotechnologie – une action résistante à la crise et non-cyclique?

Biotechnologie – une action résistante à la crise et non-cyclique?

Un point important du programme d'Obama est sa «grande réforme de la santé». Au cours des dix prochaines années, 634 milliards de dollars devront être investis. Cela avec des promesses douteuses: les soins devront être meilleur marché et en même temps de meilleure qualité. C'est dans cet esprit qu'Obama avait invité, le 5 mars, 120 «experts» à la Maison blanche pour mettre au point les premiers aspects de son programme.

Les investissements dans le «techno-capitalisme» en sont un des points les plus importants (cf. l'extrait du livre «Mon banquier m'a dit...», pages 1–2 de cette édition). Le 12 mars, Obama a levé les limites imposées jusqu'à présent pour le financement étatique de la recherche dans le domaine des cellules souches.

Les partisans de ces recherches promettent des médicaments nouveaux révolutionnaires pour traiter différentes maladies telles que le cancer, le diabète, le sida, la sclérose en plaques ou la maladie de Parkinson.

La recherche dans le domaine des cellules souches passe pour être au cœur de l'évolution des médicaments dans le domaine biotechnologique. Pour James C. Greenwood, président de *Biotechnology Industry Organization*, une organisation représentant 1200 entreprises du domaine de la biotechnologie, la décision d'Obama est un premier pas annonçant une percée («Lifting the stem-cell research ban is only the first step»; www.belleville.com du 13/3/09). Jusqu'à présent seuls 2% des coûts de la recherche et du développement dans le domaine de la biotechnologie provenaient du budget public. Le reste était à la charge d'investisseurs privés, qui fournissent, par exemple en 2005, 20 milliards de dollars. L'industrie s'attend maintenant à une véritable envolée.



ISBN 978-3-93584-508-3

Deux ouvrages qui rappellent l'énorme danger de la biotechnologie.



ISBN 978-3-57050-060-6

De plus, l'industrie de la biotechnologie demande plus de protection. En effet, le point du programme d'Obama de desserrer les conditions d'importation des génériques biotechnologiques venant de l'étranger, c'est-à-dire des produits imités, sans recherche propre et bon marché, provoqua quelques remous. Après cette décision, les cours des entreprises en biotechnologie américaines étaient tombés de 20%. Toutefois, cela n'a pas inquiété tout le monde.

Analyste de J.-P. Morgan: biotechnologie = des flux financiers stables

Un analyste de la banque *J.-P. Morgan* est cité comme suit sur la page Internet *The Street.com*, en date du 2 mars: «Nous avons longuement démontré qu'un large programme de biotechnologie serait source de sécurité dans ce domaine macroéconomique instable et qu'il pousserait à une intensification économique, à des perspectives de profits importants et à des flux financiers stables.»

Peut-on penser qu'Obama est en train de mettre en pratique ce programme? Rappelons ce qu'un analyste boursier allemand écrit après la victoire du président: «Qui recherche une action sûre et non cyclique devrait s'intéresser à la biotechnologie.» (*Börsenbrief Heibel-Ticker* du 4/11/08).

Il est donc de peu d'importance que l'industrie de la biotechnologie américaine se mette à trembler et annonce qu'elle ne pourra plus, dans les nouvelles conditions imposées, maintenir les importants critères d'admission (p. ex. plus de 10 ans de recherche et de développement pour l'admission de médicaments biotechnologiques). En fait, cela n'aurait d'importance que dans la mesure où il s'agirait vraiment de la santé de la population.

Les entreprises américaines de la biotechnologie connaissent des taux de croissance de 50%

Même avec les plans d'Obama, les brevets actuels des entreprises américaines de la biotechnologie sont assurés pour les prochaines 15 années. A signaler encore que ces entreprises connaissent, alors même que le cours des actions a chuté à court terme, des taux de croissance de 50%. A propos de l'entreprise américaine *Celgene*, on peut par exemple lire que: «le bilan est d'un éclat brillant avec des tonnes d'argent liquide et très peu de dettes.» Donc, selon un analyste boursier s'exprimant le 27 février: «de bonnes possibilités d'investissements». Les réponses parues dans le même blog vont dans la même direction. Le premier commentaire rappelle les annonces négatives du temps du gouvernement de *Bill Clinton* et les craintes répandues alors: «C'était une merveilleuse époque pour acheter, car toutes les craintes se révélèrent vaines.» Et le deuxième commentaire dans ce même blog: «Je vais tâcher d'acheter plus d'actions en biotechnologie.»

Il est certain qu'Obama présente la biotechnologie comme une science et une force économique de l'avenir. Obama et son vice-président *Biden* avaient annoncé dans leur programme une nouvelle forme d'économie américaine pour le XXI^e siècle, sous le titre de «Science, technologie et renouvellement pour une nouvelle génération.» Les dépenses publiques pour la recherche devaient être doublées pendant 10 ans pour renforcer la capacité de concurrence de l'industrie américaine basée sur la technologie. La recherche en biomédecine devait être fortement encouragée: «Obama soutient fortement les investissements dans la recherche en biomédecine [...] Quand il sera président, Obama renforcera le soutien de l'Etat en faveur de la recherche en biomédecine.»

Les nouveaux Etats-Unis: seul l'Etat progresse

Pour comprendre ce qui se passe aux Etats-Unis, il est primordial de comprendre le processus essentiel. Dans ce processus, un fait prime sur tous les autres. Dans le budget du président Obama, la part de l'Etat au PIB a grimpé de 21% à 27,7%. Qu'est-ce que l'Etat? C'est la totalité des organismes gouvernementaux et de tous leurs fonctionnaires. Leur «part» de l'économie des USA a augmenté de 6,7%.

Pour les Américains productifs, travaillant dans l'économie civile américaine qui se réduit très vite, ce fardeau est aussi lourd qu'un sac de ciment supplémentaire pour un chameau déjà surchargé. A Washington la marée monte. Bien que les revenus fédéraux aient baissé de 13% par rapport à l'année dernière, les dépenses fédérales grimperont de 33% au cours de l'année fiscale 2009. Pour les fonctionnaires, la dépense, c'est le pouvoir.

Soyons réalistes

Un contrôle classique utilisé depuis *Adam Smith* en matière de dépenses gouvernementales consiste à poser une question simple: Le gouvernement oserait-il imposer ouvertement les citoyens pour financer ses dépenses? Si la réponse est non, ce qui a été proposé n'a pas de fondement politique réel. Percevoir des impôts pour ce que l'administration Obama a prévu de dépenser au cours des 18 prochains mois ferait s'effondrer complètement l'économie américaine déjà chancelante. Pour financer ses dépenses, Washington ne percevra pas d'impôts, elle fera des emprunts.

On ne saurait assez le souligner: le financement par l'emprunt ce sont des impôts pour plus tard. L'argent emprunté doit être soit

remboursé par des impôts plus lourds, soit par des prix plus élevés. Ces prix élevés sont le résultat de l'argent emprunté «remboursé» avec de l'argent créé à partir de rien. Mais, les «autorités» nous disent que l'économie américaine sera «stimulée» avec tout cet argent qu'il faudra emprunter. Si cela était économiquement juste, les faux-monnayeurs de n'importe quelle banlieue américaine pourraient prétendre qu'ils voulaient seulement donner un coup de pouce à l'économie locale. La politique de déficit fondée sur l'emprunt n'est pas possible sans conséquences économiques douloureuses. Pour le moment, elle met à disposition beaucoup de biens de consommation, mais moins que d'habitude. Ce qu'il faut à l'économie américaine, ce n'est pas davantage de dépenses et d'emprunts.

La réalité économique d'aujourd'hui

Les Américains vont subir des hausses d'impôts, une montée du chômage et une augmentation dramatique de fermetures d'usines encore en activité. L'économie des Etats-Unis est sur le point de s'effondrer à la suite des hausses d'impôts et des dépenses «stimulatrices» financées par l'emprunt.

Les coûts des emprunts d'Etat

D'après le *Merrill Lynch US Treasury Master Index*, les emprunts d'Etat américains ont valu aux investisseurs 3,6% de pertes dans les deux premiers mois de 2009. Ces pertes ont été causées par l'augmentation du rendement des titres du Trésor. Et cela avant que le ministère des Finances ne mette en route le plus grand programme d'emprunt que le monde

ait jamais connu. Il sera de plus en plus difficile pour le Trésor américain d'emprunter de l'argent aux taux d'intérêt qu'il offre actuellement au monde. Augmenter ces taux aurait des conséquences immédiates sur les taux pratiqués dans le commerce américain. Et l'augmentation de ces derniers rendrait la plupart des sociétés américaines endettées incapables de soutenir la concurrence par des prix trop élevés sur les marchés des capitaux et les marchés monétaires.

Mise en garde mondiale

L'important plan de relance économique débattu cette semaine au Sénat contient toujours dans son annexe la dangereuse clause «Achetez américain». Elle a été acceptée sans opposition par la Chambre des représentants. La Maison-Blanche s'est tue à ce sujet. Cette clause va probablement entraîner des barrières douanières réciproques en guise de représailles. Le marché mondial est gravement menacé. ¹

Source: *The Privateer*, N° 624, mars 2009 (Traduction *Horizons et débats*)

¹ Ndlr.: Le Sénat américain a assoupli, mercredi 4 février, la clause «Buy American» (Acheter américain) du plan de relance économique. Dans sa formulation initiale, une clause du plan de relance comprenait une mesure protectionniste interdisant l'achat d'acier, de fer ou de produits manufacturés étrangers pour des projets financés dans le cadre du plan dont le montant atteint désormais plus de 900 milliards de dollars. Son introduction a provoqué de vives réactions de l'Union européenne et du Canada. Après Bruxelles, Mexico et Ottawa, Tokyo a fait part de ses craintes à Washington, malgré l'initiative des sénateurs. (Source: www.lemonde.fr avec AFP et Reuters du 5/2/09)

Recul de la production industrielle dans le monde

Quand le temps passe trop vite pour le «flux tendu»

Avant l'invention japonaise de la production «en flux tendu» au milieu des années 1950, la plupart des usines entretenaient des stocks de pièces nécessaires à leur production. Ces stocks permettaient aux entreprises de produire même en cas de ruptures temporaires de livraisons. Ce n'est plus le cas actuellement, pour la raison économique que le maintien de stocks importants coûte trop cher. Aujourd'hui, la plupart des entreprises ont des stocks pour trois à cinq jours, parfois moins.

Cela implique le risque qu'une baisse mondiale de production rompe la chaîne mondiale de production. Une fermeture d'usine à un endroit peut paralyser beaucoup d'autres entreprises dans le monde entier. Lorsque le fabricant principal d'une pièce simple, nécessaire à de nombreux processus de production, met la clé sous la porte,

les producteurs qui restent n'ont plus la possibilité de colmater la brèche. Il en résulte des fermetures d'usines à d'autres endroits et cela jusqu'à ce que cette pièce puisse être produite ailleurs. C'est la réalité, et c'est inévitable.

Les finances commerciales pratiquent elles aussi le flux tendu

Revenons aux années 1950. La plupart des entreprises avaient à leur disposition assez de liquidités ou d'argent disponible à court terme pour effectuer tous les paiements prévus dans les 40 à 100 jours. Aussi jouissaient-ils d'une très grande solidité financière si certains clients étaient en retard de paiement. Aujourd'hui le «flux tendu» s'est imposé ici aussi. La plupart des entreprises n'ont plus à leur disposition que ce qui se trouve en caisse. Elles ne prennent des crédits qu'à très court

terme: une semaine ou même un jour. Elles comptent sur les paiements de leurs clients pour rembourser leurs crédits, même ceux à court terme.

C'est pourquoi la situation critique sur le marché mondial du crédit est si dangereuse pour l'économie. Elle est passée d'un ralentissement à une contraction du crédit et finalement à une déflation mondiale de l'argent du crédit. Ce processus a durement touché les entreprises. Aujourd'hui, dans le monde entier, de nombreuses entreprises n'ont plus accès au financement habituel «en flux tendu» auprès de leurs banques. Comme elles manquent de liquidités pour effectuer leurs paiements normaux, la plupart d'entre

elles sont à une semaine de la faillite. Privées de crédits à court terme, elles n'ont pas d'autre choix que de fermer lorsque tous leurs fournisseurs ne peuvent plus attendre les paiements. Cela rompt la «chaîne de livraison» tout comme ce qui se passe pour les stocks mais cette fois pour des raisons financières.

Actuellement ces deux phénomènes économiques frappent le monde entier. L'un concerne les biens matériels, réels. L'autre est de nature financière, mais tout aussi réel du point de vue économique. Ensemble, ils expliquent l'effondrement de la production mondiale. •

Source: *The Privateer*, N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

Avant juin de cette année, il y aura une vraie pénurie

On ne peut rien avoir quand il n'y a rien. L'effondrement industriel mondial aura des conséquences matérielles et très réelles... bientôt. Dans les rayons des magasins, d'habitude remplis de biens de consommation de toutes sortes, il y aura tout à coup des trous. Lorsqu'on demandera au gérant ce qui se passe,

il répondra probablement que le fournisseur a fermé boutique. Ne vous étonnez pas si ce magasin est fermé à son tour lorsque vous vous y rendrez la prochaine fois. La grande déflation est arrivée. •

Source: *The Privateer*, N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

Dans le monde entier, la production industrielle s'effondre

L'ancien directeur de la Réserve fédérale *Paul Volcker* a attiré l'attention sur la chute de production sans précédent dans les usines du monde entier. Il a constaté que la baisse de la production avançait plus vite qu'en 1930! *The Privateer*, dans ces derniers numéros, a plusieurs fois attiré l'attention sur le phénomène. Le volume de la production s'effondre à une vitesse inconnue jusqu'ici. Voici un résumé de la situation mondiale.

Les chiffres annualisés de février sont les suivants: Taiwan (-43%), Ukraine (-34%), Japon (-30%), Singapour (-29%), Hongrie (-23%), Suède (-20%), Corée (-19%), Turquie (-18%), Russie (-16%), Espagne (-15%), Pologne (-15%), Brésil (-15%), Italie (-14%), Chine (-12%), Allemagne (-12%), France (-11%), USA (-10%) et Grande-Bretagne (-9%). C'est une catastrophe. •

Source: *The Privateer* N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

Ce qui peut se passer quand un pays est financièrement dépendant ...



hd. Dans son livre «La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre.» *Naomi Klein* raconte ce que signifiait – et peut toujours signifier – pour différents pays d'être financièrement dépendants d'autres pays ou d'institutions financières agissant au niveau international.

On peut imposer à de tels pays une politique contre la volonté de leur peuple et gouvernement – et cela en suscitant des conséquences fatales.

Dans le chapitre de Klein sur la Pologne, on peut lire sous le titre «Le choc du pouvoir» (p. 216 sq.): «Ainsi que les Latino-Américains venaient tout juste de l'apprendre, les régimes autoritaires ont pour habitude d'embrasser les principes de la démocratie au moment précis où leurs projets économiques sont sur le point d'imploser. La Pologne ne fit pas exception à la règle. Pendant des dizaines d'années, les communistes avaient multiplié les erreurs coûteuses et désastreuses, et la Pologne était au bord de l'effondrement économique. *Walesa* eut la formule célèbre (et prophétique) suivante: «Pour notre malheur, nous avons gagné!» Lorsque Solidarité prit le pouvoir, la dette s'élevait à 40 milliards de dollars

et l'inflation à 600%. Il existait une grave pénurie alimentaire et un marché noir florissant. De nombreuses usines fabriquaient des produits qui, faute de preneurs, pourrissaient dans des entrepôts. L'entrée des Polonais dans la démocratie fut cruelle. Ils étaient enfin libres, mais rares étaient ceux qui avaient le loisir ou l'envie de célébrer: leurs bulletins de paie ne valaient plus rien. Ils passaient leurs journées à faire la queue pour acheter de la farine et du beurre si, par le plus grand des hasards, il y en avait cette semaine-là.»

Le gouvernement de Solidarité avait grand besoin d'argent. *Naomi Klein* poursuit: «Tout l'été suivant son triomphe électoral, Solidarité fut paralysé par l'indécision. La vitesse à laquelle l'ordre ancien s'était écroulé et l'ampleur de la victoire avaient constitué en eux-mêmes des chocs. Les militants de Solidarité, qui, quelques mois plus tôt, fuyaient les agents de la police secrète, devaient désormais payer le salaire de ceux qui les avaient pourchassés. Et ils apprirent avec stupeur que l'Etat avait à peine de quoi honorer ses obligations. Plutôt que de bâtir l'économie postcommuniste dont il avait rêvé, le mouvement dut s'attaquer à une tâche beaucoup

plus pressante: éviter l'effondrement total et la famine.»

Quel chemin le nouveau gouvernement polonais devait-il entamer? Klein raconte le dilemme d'un gouvernement qui avait de bons projets, mais ne pouvait pas agir en indépendance:

«Les dirigeants de Solidarité ne voulaient plus de la poigne de fer que l'Etat exerçait sur l'économie, mais ils ne savaient pas par quoi la remplacer. Pour les militants de la base, c'était l'occasion de faire l'essai du programme économique. si elles étaient converties en coopératives de travailleurs, raisonnaient-ils, les usines exploitées par l'Etat retrouveraient peut-être le chemin de la viabilité économique – la gestion par les employés avait des chances d'être plus efficace, d'autant qu'on n'aurait pas à supporter les dépenses supplémentaires liées aux bureaucraties du Parti. D'autres préconisaient une approche progressive comme celle de *Gorbatchev* à Moscou – une lente expansion dans les secteurs assujettis aux règles monétaires de l'offre et de la demande (augmentation du nombre de boutiques et de marchés autori-

Suite page 5

«Une nouvelle bulle financière ...» suite de la page 3

Toutefois: «bio» n'est pas forcément «sain» et que «bio» dépasse largement le domaine médical, c'est ce qu'ont démontré les conseillers du nouveau gouvernement américain. *Jeffrey Smith* avait déjà écrit à fin novembre 2008 («Obama's team includes dangerous biotech «Yes Men»»; *HuffingtonPost.com* du 30/11/08), qu'il se trouvait parmi les conseillers d'Obama des gens dont le but était d'intensifier la production et la vente de produits alimentaires génétiquement manipulés. Parmi ces conseillers on trouve *Sharon Long*, auparavant membre du conseil d'administration du plus grand producteur mondial de semences génétiquement manipulées, *Monsanto*. Mais aussi *Harold Varmus* qui rédigea les études «scientifiques» pour le développement de produits alimentaires génétiquement manipulés. Obama lui-même a

été cité comme quoi «l'alimentation biotechnologique présente d'énormes avantages».

Une bulle du techno-capitalisme moderne?

«*Spiegel Online*» a interviewé le 20 janvier la nouvelle conseillère pour les questions scientifiques de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, *Hillary Clinton*. Cette conseillère s'appelle *Nina Fedoroff*, était déjà engagée dans l'Administration Bush, et elle déclara se réjouir fortement de la nouvelle voie dans laquelle s'est engagé Obama, à savoir la politique en matière de cellules souches. Du même coup, elle «mit en garde» ceux qui voudraient renoncer aux OGM dans l'agriculture: «Il me paraît très important que les gouvernements, les universités et d'autres instituts bénéficiant d'un soutien public renforcent considérablement la recherche dans les biotechnologies végétales.»

Il se justifie donc de prétendre qu'il ne s'agit pas vraiment de l'amélioration de la

santé publique ou de fournir de meilleurs produits alimentaires pour tous, mais qu'il s'agit avant tout de beaucoup d'argent et de nouvelles spéculations pour en ramasser encore plus ... donc une nouvelle bulle?

Mais aussi, (et peut-être surtout) de développer de nouvelles et terribles armes pour une guerre biologique?

Le directeur de l'Institut pour la classe moyenne de Hanovre, *Eberhard Hamer*, a mis le doigt - dans une analyse non publiée jusqu'à présent et intitulée «Que pourrait entreprendre le nouveau président Obama?» - sur deux possibilités à la disposition de la nouvelle Administration américaine pour tenter de sauver la domination mondiale du dollar: une guerre contre l'Iran (ou un autre pays) ou/et une politique inflationniste orientée vers une réforme monétaire radicale.

Peut-on penser qu'Obama a pour objectif de créer une nouvelle bulle financière: une bulle du techno-capitalisme moderne, mise

en place par d'énormes sommes fiscales et des dettes considérables; une biomédecine douteuse, une alimentation manipulée génétiquement, des nanoparticules discutables et bien d'autres choses ... et cela sans prendre égard aux conséquences désastreuses ni aux coûts? Afin de favoriser de nouvelles guerres effrayantes?

Tout ceci après que les bulles de la nouvelle économie, soutenues par l'Etat et faisant fi du bien-être de la population, ainsi que la bulle de l'immobilier ont éclaté. Et tout cela jusqu'au jour où cette nouvelle bulle éclatera elle aussi.

Ce nonobstant, les néoconservateurs retrouvent toute leur effronterie. Ainsi la façon de *William Kristol*, de s'exprimer dans le «*Washington Post*» du 26/2/09 où il recommande aux Républicains d'apprendre d'Obama: une nouvelle façon de penser. On avait déjà entendu cela lorsque *George W. Bush* avait pris le pouvoir. •

Union européenne

Baisse des taux directeurs des deux côtés de la Manche

La Banque centrale européenne (BCE) vient d'abaisser son taux directeur d'un demi-point pour le ramener à 1,5%, son plus bas niveau historique au moment où l'Europe craint une absence de «croissance». Comme l'a annoncé le 4 mars l'Office statistique du Luxembourg, le produit intérieur brut de la zone euro a, au dernier trimestre de 2008, diminué de 1,5% par rapport au troisième trimestre. Les dépenses d'investissement ont baissé de 2,7% et la consommation des ménages de 0,9%. Ces deux chiffres sont les pires depuis que ces statistiques ont commencé à être établies, en 1995. Les exportations ont chuté de 7,3% et les importations de 5,5%. Ce sont ces données sur l'import/export de la zone euro qui nous intéressent ici. Elles montrent que l'Europe n'est pas en mesure de maintenir ses exportations globales. Lorsqu'elles diminuent, elle doit importer moins qu'avant si elle ne veut pas sombrer dans un déficit croissant de la balance des paiements. En outre, le ralentissement des exportations européennes a pour effet de réduire la demande intérieure de produits d'exportation des autres pays euro-

péens. Quand ces deux facteurs se combinent, il en résulte une augmentation du chômage et une récession économique.

Dans une tentative d'«arranger les choses», la BCE a abaissé son taux directeur à 1,5% afin d'alléger la charge des emprunteurs et d'augmenter la consommation intérieure.

Selon les chiffres publiés le 25 février, l'Allemagne, l'un des plus importants exportateurs du monde, a enregistré au quatrième trimestre de 2008 une diminution des exportations de 7,3% par rapport au trimestre précédent. Elle a encore une économie forte malgré la récession, principalement parce qu'elle n'a jamais connu de bulle immobilière. Les plus petits pays d'Europe qui ont connu ces bulles ont de réelles difficultés.

Il n'y a pratiquement plus de taux d'intérêt en Grande-Bretagne

La Banque centrale d'Angleterre s'est lancée dans un «assouplissement quantitatif», c'est-à-dire tout simplement dans l'impression de monnaie. Elle a divisé par deux son taux – déjà quasi inexistant – de 1% pour l'abaisser

à 0,5%. Elle a mis en œuvre un programme d'achat d'actifs d'un montant de 106 milliards de dollars qui consiste essentiellement à racheter des créances d'Etat.

Lorsque les établissements financiers britanniques s'effondrent

Le spectre qui se dessine est celui-ci. Les prix de l'immobilier britannique ont baissé le mois dernier comme jamais depuis au moins 26 ans, la récession et l'augmentation du chômage étouffant la demande immobilière. Au cours des trois derniers mois jusqu'à février, les prix de l'immobilier ont chuté de 17,7% par rapport à ce qu'ils étaient il y a une année, recul le plus important depuis le début des relevés, en 1983. Comme les prix des maisons baissent, plaçant la valeur d'un nombre croissant d'entre elles en dessous des hypothèques qui ont été prises sur elles, le gouvernement craint que de nouvelles pertes viennent ruiner de plus en plus de créanciers britanniques. Cela fait surgir le spectre de l'étatisation de tout le secteur bancaire britannique.

La production industrielle britannique a baissé de 4,5% au cours du dernier trimestre alors qu'une estimation antérieure prévoyait une baisse de 3,9%. Selon l'Office statisti-

que britannique, les produits manufacturés ont chuté de 5,1% alors que les prévisions étaient de 4,6%. On s'attend à ce que le chômage augmente plus rapidement à partir de maintenant en raison de l'aggravation de la récession.

Le prochain Sommet économique

Les chefs politiques des pays du G20 vont se rencontrer le 2 avril à Londres. Le président Obama sera présent. C'est à ce sommet qu'éclateront très probablement d'importants conflits économiques concernant les droits de douane, les monnaies et le commerce, comme dans les années 1930. L'alternative serait que prévale un assainissement économique global qui laisse ouverts le commerce mondial et les flux financiers. La question centrale de ce sommet sera le rôle mondial du dollar, que cela plaise ou non aux Etats-Unis. La Russie, la Chine et l'Union européenne ont un projet global de quatre monnaies de réserve, le dollar n'étant plus qu'une des quatre à égalité avec les trois autres.

Il ne fait guère de doute que si les Etats-Unis ne donnent pas leur accord, le monde éclatera économiquement.

Source: *The Privateer* N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

L'expérience britannique

Le 5 mars, la Banque centrale d'Angleterre (BoE) annonçait qu'elle abaissait de moitié son taux directeur, le faisant passer de 1% à 0,5%. En fait, cette mesure efface complètement les taux britanniques officiels, la banque centrale britannique rejoignant ses homologues américaine et japonaise en toutes choses, à l'exception de l'élimination de l'es-compte que doivent payer les banques commerciales désirant emprunter à la banque centrale des «réserves excédentaires».

Cette mesure était attendue presque dans le monde entier et n'a pas fait couler beaucoup d'encre dans la presse qui a relaté l'événement.

Ce qui a fait couler énormément d'encre, c'est l'annonce faite par le gouverneur de la BoE *Melvin King* que la banque avait décidé d'injecter directement de l'argent neuf dans l'économie en faisant fonctionner la planche à billets et en utilisant cet argent pour acheter des créances émises par le gouvernement britannique. Cette «décision» a été prise avec l'assentiment du Chancelier de l'Echiquier britannique *Alistair Darling*. Comme l'a déclaré l'homologue de Mr Darling sur les bancs de l'opposition, le Chancelier «fantôme», «il s'agit effectivement d'imprimer de l'argent, mais comme toutes les autres politiques du gouvernement ont échoué, je ne pense pas que la Banque d'Angleterre ait eu le choix.» En réalité, comme le montre cette citation, la décision était bipartite.

Souvenons-nous que la Grande-Bretagne fut le premier pays anglo-saxon à commencer de nationaliser son système bancaire en

rachetant *Northern Rock* en février 2008, une année avant que la BoE annonce, en février, qu'elle abaissait son taux d'intervention de 1,5% à 1%.

Un effet capital, beaucoup trop peu commenté dans les médias, de cette baisse de taux a été le tollé qu'elle a provoqué dans l'opinion britannique. Les protestations n'étaient absolument pas limitées à ceux de qui on les attendait: les retraités et les personnes ayant un revenu fixe. Elles sont venues de l'ensemble de la population. Les petits entrepreneurs étaient contre, de même que les salariés. Même un nombre important de détenteurs d'hypothèques étaient contre, se rendant compte, à juste titre, que les économies qu'ils pouvaient faire dans le remboursement de leurs hypothèques seraient plus qu'englouties par la chute potentielle de la valeur à la revente de leur bien.

A la fin février, on a appris qu'en janvier, les épargnants du Royaume-Uni avaient retiré la somme record de 2,3 milliards de livres de leurs comptes bancaires. C'était le plus important retrait mensuel au cours des 12 dernières années, supérieur de plus de 53% au précédent record de 800 millions de livres. Il a été noté que depuis le milieu de 2008, la BoE avait ramené ses taux de 5,0% à 1,0%. Cela signifie qu'un épargnant qui avait déposé 100 000 livres dans une banque avait vu le rendement annuel de son argent passer de 3700 à 290 livres. Malgré les «garanties du gouvernement», il estimait qu'il ne valait pas la peine de laisser son argent à la banque. •

Source: *The Privateer* N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

Le show de Gordon Brown

Faire fonctionner la planche à billets ...

Gordon Brown est le Premier ministre de Grande-Bretagne. Le 4 mars, la veille du jour où la Banque centrale d'Angleterre (BoE) a annoncé sa décision d'imprimer de l'argent, il a prononcé un discours devant le Congrès américain. Les députés ont été extrêmement séduits par ses paroles et se sont levés 19 fois pour l'applaudir. Il n'a cessé de dire que le monde allait renaître des cendres de la crise financière actuelle et cela grâce au «plan économique hardi destiné à restaurer la prospérité» que lui-même en Grande-Bretagne et le président *Obama* aux Etats-Unis avaient concocté avec tant d'héroïsme. «Ce n'est pas de l'optimisme aveugle ou une confiance artificielle destinée à consoler le peuple», a déclaré *Gordon Brown*, «c'est l'affirmation pragmatique aujourd'hui de notre foi en un avenir meilleur».

Vraiment? *The Privateer* a passé des années à analyser et à expliquer les mesures «pragmatiques» que les gouvernements et le système bancaire et commercial ont prises là-bas. Nous présentons une vue d'ensemble de la question dans la dernière partie du *Global Report* intitulée «Who decides?».

Il y a 10 ans, *Gordon Brown* était Chancelier de l'Echiquier dans le gouvernement *Tony Blair*. En mai 1999, il autorisa la BoE à annoncer le début de ventes d'or aux enchères. Entre juillet 1999 et mars 2002, la BoE en a organisé 17 au cours desquelles elle s'est dépouillée d'un total d'environ 400 tonnes d'or. Le prix moyen obtenu était d'environ 275 dollars l'once. Remarquez que la période pendant laquelle ces ventes ont eu lieu – juillet 1999 à mars 2002 – coïncide presque parfaitement avec le creux de la vague dont a émergé l'actuel marché global haussier de l'or.

10 années plus tard, Mr Brown a de nouveau «pris une décision». Cette fois, la BoE imprime de l'«argent». C'est une dernière tentative désespérée de sauver un système dont le sort était scellé, en particulier en Grande-Bretagne, lorsque la BoE a décidé de vendre ouvertement de l'or et d'utiliser le produit de la vente pour acheter des créances du Trésor américain.

Source: *The Privateer* N° 624, mars 2009

(Traduction *Horizons et débats*)

«Ce qui peut se passer quand ...»

suite de la page 4

sés) conjuguée à un fort secteur public calqué sur le modèle scandinave de la social-démocratie.

Comme l'Amérique latine avant elle, la Pologne dut, avant toutes choses, demander un allègement de sa dette pour sortir de la crise immédiate. En théorie, c'est le mandat du FMI: fournir des fonds de stabilisation pour prévenir les catastrophes économiques. Si un gouvernement méritait qu'on le tire d'affaire, c'était bien celui de Solidarité, qui, dans le bloc de l'Est, venait de signer la première victoire démocratique contre un régime communiste en 40 ans. Après tout, le Rideau de fer et le totalitarisme qu'il abritait avaient été voués aux géonimes pendant toute la Guerre froide; les nouveaux dirigeants de la Pologne étaient en droit de s'attendre à un coup de main.»

Pourtant, on ne les a pas aidés. Klein décrit ce qui s'est passé en lieu et place: «Désormais sous la coupe des économistes de l'école de

Chicago, le FMI et le Trésor des Etats-Unis étudièrent les problèmes de la Pologne sous l'angle de la stratégie du choc. Confrontée à une grave crise économique, criblée de dettes et, de surcroît, désorientée par un rapide changement de régime, la Pologne était suffisamment affaiblie pour accepter une thérapie de choc radicale. Les perspectives financières étaient encore plus alléchantes qu'en Amérique latine: pour le capitalisme occidental, l'Europe de l'Est, où il n'existait pratiquement pas de marché de consommation, était un territoire vierge. Les actifs les plus précieux demeuraient la propriété de l'Etat et, à ce titre, étaient de parfaits candidats à la privatisation. De formidables occasions de profits s'offraient à ceux qui réagiraient les premiers.

Persuadé que le pourrissement de la situation inciterait le nouveau gouvernement à accepter une conversion totale au capitalisme sans entraves, le FMI laissa le pays s'enliser dans l'endettement et l'inflation. La Maison-Blanche, dirigée par *George H.W. Bush*, félicita Solidarité de sa victoire contre le communisme, mais indiqua clairement que

l'administration américaine comptait sur Solidarité pour rembourser les dettes accumulées par le régime qui avait banni et emprisonné ses membres. Elle offrit une aide de

119 millions de dollars, maigre pitance pour un pays au bord de l'effondrement et qui avait besoin d'une restructuration en profondeur.»

Courrier  des lecteurs

La crise financière – la fin du système juridique?

Bien que les «top-managers et banquiers» aient planté des millions voir des milliards dans le sable en pleine crise financière mondiale, ils sont en outre carrément et copieusement récompensés au détriment de la collectivité! La population en revanche, est rendue coupable d'un dommage qu'elle n'a pas du tout causé! Est-ce donc le début de la fin de notre système juridique?

N'avons-nous pas plutôt affaire à une sorte de «cartel» composé de la politique, de l'économie (haute finance), des médias et des

directions syndicales? Où sont l'opposition et les médias critiques? Ou bien travaillent-ils, tous, déjà «main dans la main»?

En vertu de l'article 20, paragraphe 4, de la Loi fondamentale allemande, tous les Allemands ont le droit de résistance contre tous ceux qui voudraient éliminer cet ordre (démocratie et Etat social), si aucune autre solution n'est possible.

Christoph Mergler, Bamberg (D)

Entamer un conflit fiscal au lieu de balayer devant sa porte

par Reinhard Koradi

La menace du G20 de recourir à une «liste noire», construction artificielle qui manque de toute légitimité politique, a incité le gouvernement suisse à céder dans son conflit avec les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'UE. Par son «assouplissement du secret bancaire», le Conseil fédéral entend contribuer à une solution amiable dans le conflit fiscal.

En raison des expériences faites, il n'est pas du tout évident que cette prestation préalable contribue à un traitement de la Suisse comme il est d'usage entre partenaires contractuels égaux et Etats souverains.

Chaque Etat doit effectuer des tâches relatives notamment à l'infrastructure, aux institutions sociales, à la formation et à la santé. Pour ce faire, il a besoin d'argent, qu'il obtient de la population sous forme d'impôts et d'autres droits. Le droit de prélever des impôts est un droit régalien. C'est pourquoi l'on parle du pouvoir d'imposition de l'Etat. Ce pouvoir d'imposition comprend notamment le droit d'autodétermination de chaque Etat en matière de système fiscal et de taux d'imposition (niveau des impôts). La charge fiscale qui incombe à chaque habitant est en corrélation étroite avec la politique financière des collectivités de droit public, la situation de l'emploi et le revenu du travail de la population. Il en résulte avant tout que la charge fiscale de la population dépend du sérieux et de l'exactitude avec lesquels les gouvernements et les parlements accomplissent leurs tâches nationales. Font partie de ces tâches: un bud-

get équilibré (pas d'endettement net), le maintien d'un niveau de l'emploi aussi bon que possible et d'une balance commerciale équilibrée. Le maintien de l'emploi à un niveau élevé implique notamment une formation et un système sanitaire en bon état et, surtout, la multiplicité des branches économiques et une solide structure des entreprises (exploitations grandes, petites et moyennes).

Le fait que les gouvernements n'accomplissent pas leurs devoirs, négligent les intérêts de la population, voire se concentrent sur des objets de prestige et de puissance peut exercer très vite des effets catastrophiques sur le budget de l'Etat. Des dépenses excessives ne conduisent que trop souvent à un endettement de l'Etat entraînant des intérêts considérables, c'est-à-dire une charge fiscale élevée de la population. Une telle charge – surtout si elle est considérée comme injuste – est une cause essentielle d'évasion fiscale. Dans l'ensemble, les causes de l'évasion fiscale proviennent en premier lieu du propre système fiscal et pourraient être considérées – ainsi qu'il est proclamé à gorge déployée à d'autres occasions – du point de vue de la compétitivité. Comme partout, il y a de nombreux systèmes d'incitation dans le secteur fiscal. Tant qu'ils sont légaux et qu'ils correspondent aux traités en vigueur, ils ne justifient aucune accusation contre un pays et son système fiscal.

Le système fiscal de la Suisse

Le système fiscal de la Suisse se caractérise par la confiance réciproque des citoyens et de l'Etat, qui provient du système politique

des pays, la démocratie directe. Les diverses possibilités de participer aux décisions et le fait que le peuple est la dernière instance à cet égard crée la transparence nécessaire à propos des tâches de l'Etat et, partant, de la politique des recettes et des dépenses des communes, des cantons et de la Confédération. Le principe de subsidiarité est lié à la démocratie directe, c'est-à-dire que les charges de l'Etat sont réparties entre les divers niveaux de décision conformément aux possibilités. Les communes accomplissent toutes les tâches qu'elles sont en mesure d'assumer. Les tâches qui peuvent être réalisées au prochain niveau sont confiées aux cantons, qui, à leur tour, transmettent à la Confédération celles qui excèdent leurs possibilités. Cette structure de bas en haut rend les autorités proches des citoyens et crée un consensus au sujet de ce que l'Etat doit faire ou ne pas faire.

La même structure concerne le système fiscal. L'impôt communal est la base du système fiscal suisse. Chaque année, les contribuables sont invités à remplir leur déclaration d'impôts et, partant, à donner des renseignements sur leur revenu et leur fortune. A l'assemblée communale, le budget et les taux d'imposition communaux font l'objet d'un scrutin populaire. De même, les taux d'imposition des cantons comme ceux de la Confédération sont fixés lors de scrutins populaires. De nouveaux impôts, telle la taxe sur la valeur ajoutée, sont soumis à un scrutin populaire. Si la taxe sur la valeur ajoutée était majorée, le peuple devrait être consulté à ce propos. A l'exception de cette taxe (impôt à la consommation) et de l'impôt anticipé, les impôts sont levés par les cantons et la Confédération avec la comptabilité

correspondante. L'autorité fiscale procède à la répartition des impôts entre la Confédération et les cantons. La majeure partie des impôts prélevés demeure dans la commune des habitants du contribuable.

Mentionné à propos du système fiscal suisse, le secret bancaire protège au premier chef la sphère privée du citoyen. Afin de limiter l'attrait de la renonciation à déclarer des valeurs patrimoniales, l'impôt anticipé est prélevé sur le produit des intérêts des fortunes placées dans les banques. Celles-ci déduisent directement l'imposition de 35% du produit des intérêts. Si le contribuable inscrit cette fortune dans sa déclaration d'impôts, le bureau des impôts lui rembourse l'impôt anticipé. Le secret bancaire tant décrié à l'étranger voit ses effets largement réduits par l'imposition directe des intérêts. Les accords destinés à éviter la double imposition du produit des intérêts tendent aussi à réduire les conflits avec l'étranger. De plus, il faut considérer les accords contre la double imposition conclus avec divers pays comme une contribution des parties à la lutte contre la fraude fiscale.

Les reproches massifs proférés par l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne résistent pas à un examen sérieux du système bancaire suisse. Les raisons de ces attaques peuvent diverger fortement les unes des autres. Mais elles doivent être taxées d'attaques contre la souveraineté de la Suisse et repoussées énergiquement. Un regard jeté sur la quote-part des impôts et de l'endettement des différents pays pourrait être d'autant plus révélateur que l'évasion fiscale est causée surtout par le pays qui la subit. •

«Humilier les pays pratiquant le secret bancaire est inacceptable»

hd. Dans un entretien avec le quotidien suisse «Le Temps», le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, s'exprime de manière claire et nette au sujet des attaques contre la Suisse et le Luxembourg. En voici un extrait:

«Mais n'oublions pas les faits: le krach mondial est, avant tout, dû au dérapage des marchés hypothécaires américains. Je suis personnellement très inquiet de la surenchère actuelle, en France et en Allemagne notamment, contre le secret suisse ou luxembourgeois. Il y a là non seulement de l'exagération, mais une arrogance et une condescendance perturbante. Ce matraquage me dérange, car il s'appuie sur une imposture en associant secret bancaire et paradis fiscal, et car il

ne tient aucun compte de nos opinions publiques. Nous faisons face, ces jours-ci, à une pensée dominante qui n'a plus lieu d'être. Humilier ainsi des pays voisins européens est inacceptable et pourrait engendrer des gestes de refus. Je l'ai dit tel quel à Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, que je retrouverai en fin de semaine au sommet européen de Bruxelles.

Une telle désinvolture, de la part de responsables politiques, à Paris comme à Berlin, relève d'un populisme d'inspiration médiocre.

J'attends que ceux qui nous cherchent querelle s'en prennent avec autant de véhémence aux trusts britanniques, ou aux législations fiscales de certains Etats américains.»

Atteinte aux principes de l'Etat de droit

ev/thk. Celui qui était jusqu'à présent d'avis que les revendications des Américains et de quelques Etats européens pour un changement de la pratique du droit fiscal suisse étaient un désir justifié, se frottera les yeux quand il aura pris connaissance en détail des évènements. Déjà le ton venimeux, puis l'agressivité des Etats soi-disant amis réveillent des souvenirs désagréables.

Le changement de la pratique du droit fiscal annoncé par la Suisse suffit entièrement. Le fait et la façon de Peer Steinbrück de se profiler ainsi avec des prétentions supplémentaires pour sa campagne électorale en Allemagne, devrait avant tout alarmer les citoyens allemands. De l'autre côté du Rhin, on aimerait réinstaller le contrôle total du citoyen – et dans l'Europe entière si possible. Le fait qu'également l'OCDE (Organisation européenne de coopération économique) – dont la Suisse est l'un des membres fondateurs – se prête sous la pression de «certains membres» à fouler aux pieds ses principes et à se laisser atteler à une telle charrie, jette une mauvaise lumière sur cette corporation.

Plus on analyse le comportement et les réactions des pays voisins, plus on a l'impression que la volonté est d'augmenter la pression sur la Suisse en utilisant le secret bancaire comme moyen pour parvenir à ses fins.

C'est la façon de cacher sa propre défaillance dans le secteur financier et dans la politique économique. En Allemagne, il y aura

bientôt des élections et le parti socialiste semble lutter pour un profil politique et chercher un bouc émissaire pour son incompétence.

Les Trésors publics des autres Etats sont vides. En raison des circonstances politiques et économiques stables en Suisse, de nombreuses personnes du monde entier ont placé leurs économies ici. Cela suscite l'avidité depuis longtemps. Mais le respect des lois, des coutumes et de la souveraineté des autres Etats a fait place à une mentalité qui ne compte que sur le droit du plus fort et qui viole les principes du droit international et de l'Etat de droit. Un petit Etat doit pouvoir compter avant tout sur le respect du droit, pour éviter de trop grandes dissonances dans le concert des peuples.

Le comportement des grandes puissances européennes et des USA pose encore d'autres questions. Comment un petit Etat, qui héberge encore d'autres trésors dans son pays, peut-il se défendre contre la voracité des autres? L'affaire concernant la fiscalité pourrait au moins nous amener à réfléchir plus profondément à cette question.

Et dans le pays voisin du Nord, il faudrait urgemment traiter la question suivante: Qu'est-ce que c'est qu'un Etat libre avec des citoyennes et des citoyens libres, qui règlent leurs affaires sous forme de «res publica» eux-mêmes et qui voient l'Etat comme leur affaire. Dans ce domaine, il y aurait encore beaucoup à apprendre de la Suisse. •

Le secret bancaire Le procédé illégal des Etats-Unis et de l'UE

par Frédéric Walthard, ancien diplomate représentant la Suisse aux Etats-Unis

Ne nous y trompons pas. C'est depuis toujours l'habitude des Etats-Unis d'imposer des exigences de droit public par des moyens de droit privé et vice versa, des intérêts privés par des moyens de droit public ou même en exerçant de la pression politique. Ce mélange entre le droit public et privé provient de la dualité du droit coutumier (Common Law, surtout la jurisprudence) et de l'acte du gouvernement et du congrès, qui a certes fortement augmenté, mais qui, comparé à la jurisprudence des tribunaux, ne représente toujours qu'une petite part du droit en vigueur aux Etats-Unis.

En Europe également, on observe de plus en plus cette tendance, soit que le droit ne soit pas fixé d'une manière démocratique mais par des groupements de pouvoir. Ainsi par exemple la Constitution de l'UE dans la forme de Lisbonne n'a toujours pas été ap-

prouvée par les peuples. Depuis peu, le ministre des Finances allemand Peer Steinbrück exige, à la façon des vieux nazis, d'introduire dans l'OCDE, une organisation basée sur l'égalité des droits de ses membres à Paris, la règle discriminatoire et contraire au droit international d'une liste noire des soi-disant paradis fiscaux, bien sur avec la Suisse en tête!

Au siècle passé les Etats-Unis brillaient – certes pas d'une manière aussi brutale que le III^e Reich – par des empiètements illégaux du droit public envers l'autonomie privée en ne respectant plus les domaines bien distincts du droit public et du droit privé et cela selon la devise hitlérienne: «Qui a le pouvoir a le droit» au détriment du savoir du monde occidental vieux de plusieurs siècles affirmant que le droit ne peut être que ce qui est juste. •

Défendez la Suisse! Contre le chantage de Steinbrück

par Jürgen Elsässer, Allemagne

Aujourd'hui, le cabinet fédéral débat une nouvelle loi qui frappe d'une peine les particuliers et les hommes d'affaires qui collaborent avec les paradis fiscaux. Steinbrück veut que la Suisse en plus du Lichtenstein et d'autres soit mise sur la liste des Etats voyous. La loi est, contre toute apparence, tout à fait dans l'intérêt du capital financier international.

Le plus grand scandale dans ce contexte est que le projet de loi ne mentionne pas les plus grandes places financières offshore: Les îles Caïmans, les îles Anglo-Normandes, les Bermudes et les Bahamas. Steinbrück veut donc y laisser libre cours aux spéculations. Toutes ces places financières sont dirigées par la City of London. C'est à partir de ces quatre bases – attention! – qu'opèrent notamment plus de 90% des sauterelles, c'est-à-dire des fonds spéculatifs ayant placé des produits frauduleux d'un montant de 868 milliards (!) de dollars dans le système bancaire mondial – de véritables «armes de destructions massives financières» (Warren Buffet).

En comparaison, la Suisse est en revanche bien inoffensive! Certes, des capitaux fugitifs y sont déposés – mais le simple placement est

«seulement» un enrichissement amoral et n'a rien du tout à faire avec la méga-crise actuelle. Ceux qui veulent désamorcer les «Weapons of financial mass destruction» doivent s'attaquer à Londres et à ses îles pirates et non pas à la Suisse! Par ailleurs, la Suisse a substantiellement amélioré ses lois ces dernières années pour combattre les capitaux fugitifs, notamment par un accord de double imposition avec l'UE.

Au bout du compte, il s'agit de détruire, par l'attaque actuelle, la place économique suisse relativement solide pour s'accaparer le capital du «coffre-fort» Suisse et boucher les trous financiers aillères (ainsi que les gueules de requins grandes ouvertes!), autrement dit il s'agit d'un vol. Steinbrück se fait le policier des voleurs.

Espérons que les Confédérés resteront fermes! Nous avons également besoin d'un Etat où nous pouvons nous réfugier, si cela continue ainsi! Dans ce sens-là «Meilleures salutations aux fils et filles de Guillaume Tell! Et si jamais Steinbrück s'apprête à envahir la Suisse, rappelez ceci: «C'est par le Chemin Creux qu'il doit passer!» •

Des changements s'imposent de toute urgence

par Gabriela Neuhaus

Le Rapport sur l'agriculture mondiale a fait sensation en avril 2008, en montrant qu'une agriculture durable doit être fondée sur les petites exploitations. Hans Herren,* co-président du groupe d'experts qui l'a élaboré, sillonne depuis lors la planète pour promouvoir d'urgence les changements nécessaires, notamment dans les politiques agricoles et le comportement des consommateurs.

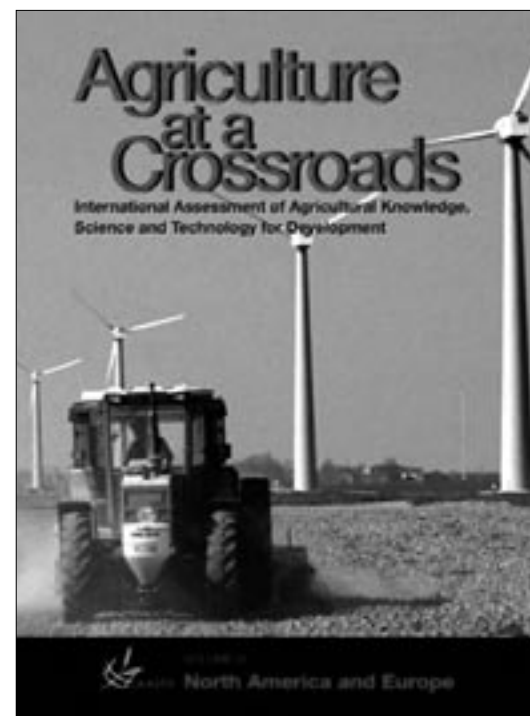
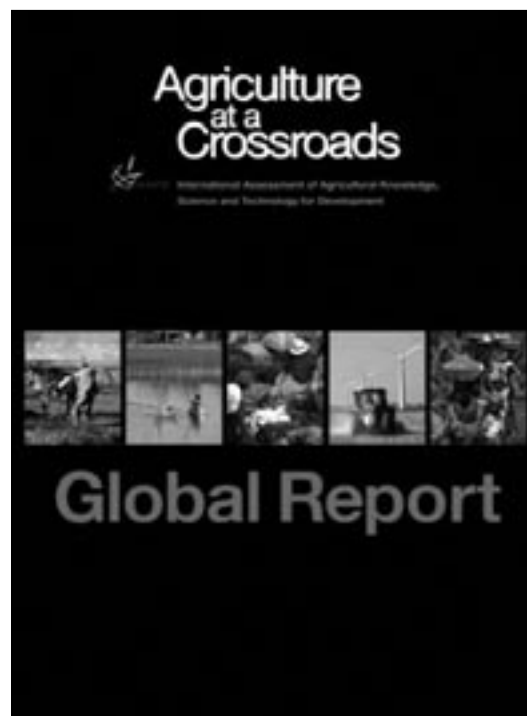
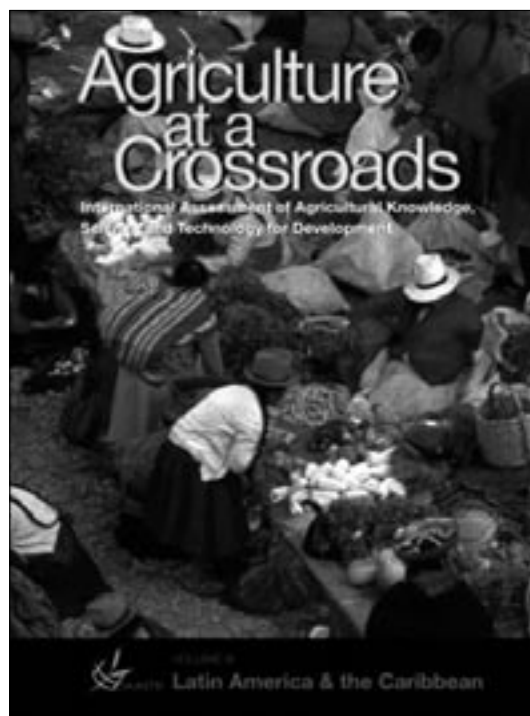
Un seul monde: Combien d'êtres humains la planète peut-elle nourrir à long terme?

Hans Herren: D'aucuns affirment qu'il n'y a pas de limite, surtout parce que, selon les prévisions, la population mondiale s'accroîtra de 2,5 milliards d'individus d'ici 2050, avant de reculer à nouveau. Aujourd'hui déjà, nous serions en mesure de nourrir même ces 2,5 milliards de personnes supplémentaires, si la moitié de la production n'était pas gaspillée. Sans oublier ce que les voitures consomment déjà. Nous pouvons produire de la nourriture en suffisance. Reste à savoir comment, où et à quel prix.

Quels sont les fondements de la sécurité alimentaire?

Premièrement, l'agriculture est importante pour la survie de l'humanité, et pas seulement sur le plan alimentaire. L'eau, l'air et notre environnement en général ont besoin d'une agriculture qui soit au service des écosystèmes. Deuxièmement, nous devons préserver un milieu dans lequel les gens puissent vivre heureux: une nature belle et variée, et pas uniquement d'immenses champs de maïs ou de soja dans des paysages inhabités. Troisièmement, il faut une agriculture qui aide les pays en développement à surmonter la pauvreté. Cela signifie que le Nord doit cesser de produire, à coups de subventions, des excédents agricoles qui envahissent les marchés du Sud et privent les paysans locaux de leurs moyens de subsistance. Dans les pays dépourvus de l'infrastructure requise, il est difficile d'acheminer des denrées sur les marchés; à l'inverse, la demande ne parvient pas jusqu'aux paysans. Le système commercial ne peut donc pas fonctionner. Tout cela est une question d'investissement.

* L'agronome suisse Hans Herren est l'un des plus éminents spécialistes internationaux de la protection biologique des végétaux. En 1995, il a reçu le Prix mondial de l'alimentation pour ses travaux novateurs menés en Afrique. Pendant de longues années, il a en effet dirigé le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) au Kenya, élaborant des programmes intégrés destinés à promouvoir la santé de l'homme, des animaux, des végétaux et de l'environnement. Depuis 2005, Hans Herren préside l'Institut du Millénaire, où il met au point des programmes et des instruments favorisant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Enfin, avec Judi Wakhungu, du Centre africain d'études sur la technologie, Hans Herren a coprésidé pendant quatre ans l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (EISTAD), dont les travaux ont conduit à l'élaboration du Rapport sur l'agriculture mondiale.



«Agriculture at a Crossroads, The Global Report.» IAASTD, Islandpress, ISBN 978 1 597 239 3

Par où devrait-on commencer?

Il faudrait rémunérer les agriculteurs pour les prestations qu'ils fournissent afin de préserver les écosystèmes. Des investissements destinés à améliorer les sols ou à piéger le CO₂ pourraient accroître énormément la production et même doubler le revenu des paysans. De telles mesures peuvent être mises en œuvre dès demain. Elles ne requièrent pas de longues recherches.

Lors de sa parution en avril 2008, le Rapport sur l'agriculture mondiale a connu un large écho. Entre-temps, on en parle moins. Comment évaluez-vous son impact aujourd'hui? L'intérêt s'est encore accru: des efforts ont été entrepris pour poursuivre le travail du Conseil mondial de l'agriculture et institutionnaliser ce type de comptes rendus sur l'évolution de l'agriculture. En avril 2008, devant l'acuité de la crise alimentaire, tout le monde réclamait des mesures immédiates. Malheureusement, on accorde encore une grande importance à des méthodes non durables, telles que la fourniture d'engrais et l'aide alimentaire. Comme toujours, l'industrie préconise en priorité le recours au génie génétique pour prévenir de futures famines. Or, nous savons aujourd'hui que les crises resurgissent de manière cyclique si l'on n'agit pas selon les principes de la durabilité. C'est l'un des enseignements de la Révolution verte.

Vous plaidez pour une agriculture fondée sur les petites exploitations et qui utilise les ressources naturelles. Peut-on produire suffisamment de cette manière-là?

Il importe que les paysans puissent vivre de leur travail, c'est-à-dire qu'ils reçoivent un prix juste pour leurs produits. Les gens doivent donc s'habituer à payer les denrées de qualité un peu plus cher. Au Nord, nous pou-

vons nous le permettre aisément. Ce n'est pas le cas au Sud. Il serait pourtant erroné d'y maintenir les prix de la nourriture à un niveau bas, car les paysans resteraient pauvres. Pour que les consommateurs du Sud trouvent du travail et disposent ainsi de davantage d'argent, nous devons donc investir dans les pays en développement: construire des routes, des chemins de fer et des fabriques qui assurent la transformation des denrées agricoles. Aujourd'hui, la majeure partie de la production est vendue et exportée sous forme de matière première. Au Kenya, les mangues pourrissent au pied des arbres, tandis que l'on importe du Pakistan le concentré servant de base au jus de mangue vendu dans les supermarchés de Nairobi. Le transport est trop bon marché pour qu'il vaille la peine de construire une usine de transformation au Kenya ou au Soudan. C'est là un autre problème: le libre-échange n'encourage pas l'économie locale.

Devons-nous renoncer au commerce mondial?

Le commerce mondial ne fonctionne qu'avec du pétrole bon marché. C'est bien joli de manger des fraises en hiver, mais nul ne pourrait se les offrir si on calculait leur prix réel. De plus, les ressources ne suffiront pas si tout le monde se met à consommer comme nous le faisons. Pour aider les habitants du Sud à améliorer leurs conditions de vie, nous devons être conséquents et réduire nos exigences.

Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique?

Nous devons vivre autrement, manger moins de viande par exemple, voire plus du tout. On économiserait ainsi beaucoup de surfaces arables. De plus, il faudrait accroître la production locale, mais en faisant preuve de bon sens, car certains produits locaux absorbent

d'avantage d'énergie que d'autres provenant d'un peu plus loin. Nous aurons peut-être aussi besoin d'un nouveau label qui indique le prix d'une calorie contenue dans un produit donné. Une chose est sûre: il est grand temps d'agir. Si nous poursuivons sur la même voie, cela peut durer encore dix ou quinze ans, mais ce sont nos enfants qui paieront la facture.

Source: *Un seul monde*, le magazine de la DDC sur le développement et la coopération, n° 1/2009.

Le Rapport sur l'agriculture mondiale

Plus de 400 experts internationaux ont participé à l'EISTAD, un processus visant à établir un état des lieux de l'agriculture mondiale. Ils avaient été mandatés par la Banque mondiale qui souhaitait disposer, comme pour le climat, d'une analyse exhaustive permettant de prévoir les évolutions possibles. Ainsi, les représentants de tous les secteurs concernés ont pris part à ces travaux: agriculteurs, consommateurs, écologistes, économie privée et institutions des Nations Unies. A sa sortie en avril 2008, le Rapport de synthèse de l'EISTAD, ou Rapport sur l'agriculture mondiale, a fait beaucoup de bruit: d'abord parce que les prix des céréales atteignaient alors des sommets sur les marchés internationaux et que la famine menaçait dans diverses régions du monde; mais surtout parce que le rapport rejette l'agriculture industrielle et la technologie génétique, estimant qu'une agriculture fondée sur les petites exploitations est la meilleure garante d'une sécurité alimentaire durable.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

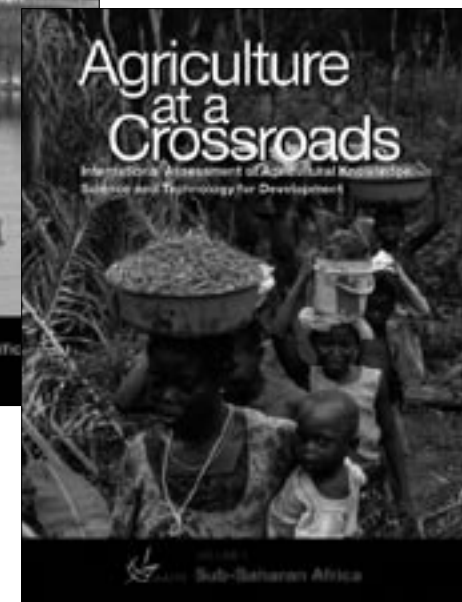
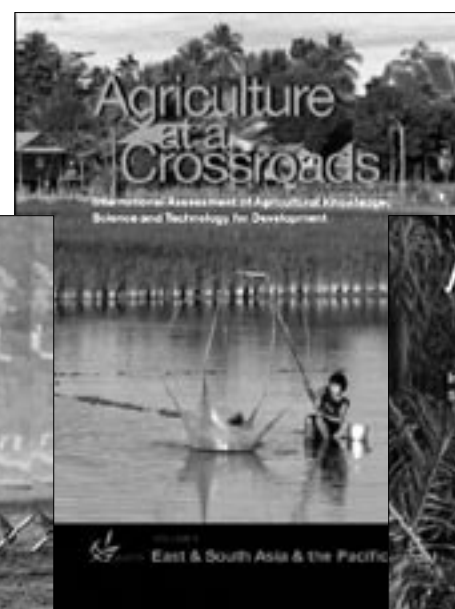
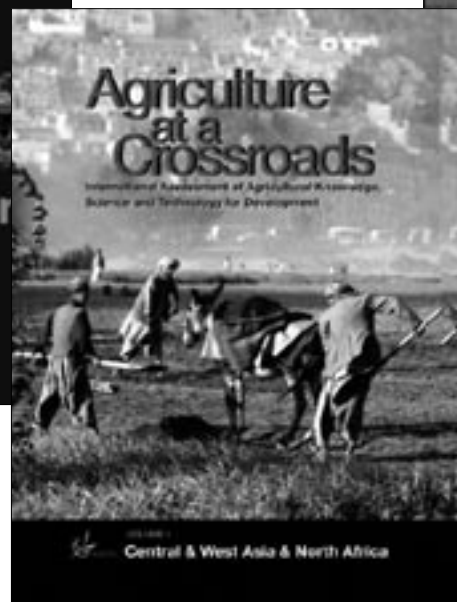
CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



Une alternative: mécanismes de crédit fondés sur un code éthique

Propositions et idées issues du système financier islamique contre la crise économique de l'Occident

par Loretta Napoleoni et Claudia Segre*

Nous publions de longs extraits de l'article «L'islam peut-il aider le système financier occidental?», qui paraîtra dans le prochain numéro du magazine «Vita e Pensiero».

Nous devons rappeler que déjà à la fin du XIX^e siècle, les défenseurs des principes et les amis du système financier islamique ont exprimé à plusieurs reprises leur insatisfaction à propos de l'arrivée du capitalisme dans les pays musulmans. Différentes expertises (Fatwa) ont été publiées pour confirmer que les activités qui s'appuient sur le système d'intérêts des banques des «colonisateurs» ne sont pas compatibles avec la Charia. Les seules banques dans le monde musulman étaient d'empreinte occidentale. La population musulmane a été contrainte à les utiliser bien qu'il s'agisse de son point de vue d'activités non autorisées et du point de vue de la loi religieuse en vigueur d'activités interdites, qui ont pourtant pénétré l'ensemble de la structure sociale et économique de leurs pays.

A partir du milieu des années 50 jusqu'au milieu des années 70, les scientifiques en matière économique, les financiers, les savants de la Charia et les intellectuels se sont concentrés sur l'abolition possible de l'intérêt et ont essayé de construire des institutions financières alternatives. Celles-ci devaient être «compatibles avec la Charia» et se baser sur les règles islamiques reposant sur l'interdiction de prélever des intérêts, c'est-à-dire l'interdiction de paiements d'intérêts comme récompense au jour échéant. Un nouveau système économique islamique devrait en outre respecter l'engagement des croyants musulmans à donner des aumônes (Zakât) selon leur fortune au lieu d'autres formes de finan-

cement des pèlerinages à la Mecque. Les premières solutions proposées dans le domaine de la pratique de l'économie islamique ont été réalisées dans les années 50 à Kuala Lumpur en Malaisie et dans la partie sud de l'Égypte. L'essai en Malaisie a été soutenu par la direction et par des moyens financiers des pèlerins malaisiens et par le gouvernement. Celui-ci surveillait entre autres les institutions financières lors de placements d'épargne et lors d'investitions correspondantes en accord avec la Charia. L'élément le plus fondamental et connu du mode de fonctionnement du système financier islamique est le refus d'utiliser des intérêts comme composante lors de crédits ou comme partie intégrante d'autres opérations. C'est ainsi que des modes opératoires alternatifs doivent être trouvés, qui sont capables de garantir les taux de réponse du capital et des investissements en préservant les principes éthiques de l'Islam.

L'économie islamique se fonde, autre que l'économie de marché traditionnelle, sur les principes religieux de l'Islam. Les musulmans doivent s'en tenir à la Charia, la loi religieuse qui guide leur vie. Les activistes islamiques, les intellectuels, les producteurs et les dirigeants religieux ont toujours souligné la validité de l'interdiction du prélèvement d'intérêts, l'interdiction des jeux de hasard et de la spéculation, ils ont condamné les intérêts des créanciers et ont accusé le commerce basé sur les valeurs mobilières. Selon ce principe, l'argent ne doit pas être utilisé comme produit pour engendrer encore plus d'argent. La finance islamique évite les investissements de capitaux qui sont gérés de manière alternative et les actions conventionnelles et privilégiées, car elles conduisent à la multiplication artificielle de l'argent. Ce dernier doit être un moyen et un instrument productif. C'est le principe qui est appliqué aux soi-disant «soukouks». Ces obligations islamiques sont toujours liées à un investissement réel, par exemple pour payer la construction d'une route ou d'un bâtiment, et n'ont pas de but spéculatif. Ce principe correspondant à la Charia et aux activités interdites par l'Islam et non éthiques (Haram) comme la production et la vente d'armes, le commerce avec le tabac, l'alcool, la pornographie et le jeu de hasard. Pour l'essentiel, une association extraordinaire est née grâce à la recherche d'une forme éthique fongible et compatible avec la Charia. Des profes-



Marché à Tetouan au Maroc. Dans le monde islamique, l'argent ne peut pas être utilisé comme produit. Il doit plutôt être un moyen ou instrument productif – comme c'était à l'origine également prévu dans l'Occident chrétien. (photo Caro)

seurs et des scientifiques avertis qui se sentent engagés envers la Charia, ont commencé à coopérer dans l'intérêt d'un système financier islamique plus fort. Cette communauté d'intérêts inhabituelle est un phénomène unique dans l'économie moderne, mais qui a effectivement posé le fondement d'un nouveau système économique.

La distinction la plus importante entre l'approche du système financier conventionnel et la finance islamique se manifeste dans le concept de l'Oumma. On désigne par l'Oumma la communauté religieuse de tous les musulmans et son effort commun pour respirer, penser et prier comme un individu unique. C'est l'âme de l'Islam. L'individualisme est inconnu dans l'Islam parce qu'il est étranger au fond culturel des tribus. Le sentiment d'appartenance communautaire très fort, le devoir d'aider les amis dans le besoin ainsi que l'acceptation de l'autorité des dirigeants religieux sont les valeurs traditionnelles de ces cultures. Les savants de la Charia ont planté ces valeurs au sein de l'économie islamique. Ces principes ont permis aux Bédouins de maîtriser leur vie dure pendant des siècles, malgré la rudesse de l'environnement du désert. Si l'Oumma est le cœur de l'économie islamique, le sens communautaire est son puits. Nous pensons que le monde financier islamique peut contribuer à établir des règles pour un nouveau fondement de la finance occidentale, car nous devons surmonter une crise, qui, après la résolution des premiers problèmes de liquidité, est devenue principalement une crise de confiance envers le système.

Le système bancaire international a besoin d'instruments qui placent l'éthique au centre des affaires, et qui permettent de récolter des liquidités et de participer à la reconstruction de la réputation d'un modèle capitaliste qui a échoué. Les gens veulent des investissements sûrs et c'est pourquoi ils commencent de nouveau à acheter davantage de titres de gouvernement. Mais les ren-

tes baissent continuellement et se trouvent bientôt au niveau zéro. Les banques occidentales pourraient modifier le système de garantie des «soukouks» ou les reprendre directement sous cette forme afin de stimuler la croissance économique. Les «soukouks» (emprunts islamiques) pourraient par exemple être mis en pratique dans l'industrie automobile souffrante ou pour financer les prochains jeux olympiques de Londres. A la suite de la crise de 1929, un surplus de liquidité passive s'est formé qui doit être mis en circulation, et le «soukouk» pourrait être un moyen approprié pour cela.

Les principes éthiques qui caractérisent la nature de la finance islamique pourraient de nouveau rapprocher les banques de leurs clients et organiser les prestations de services de telle sorte qu'un esprit réel d'aide caractérise chaque service bancaire.

Source: Première publication dans l'Osservatore Romano du 4/3/09

(Traduction Horizons et débats)

fg. Dans son interdiction de prélever des intérêts, l'Islam nous rappelle l'ancienne tradition chrétienne qui a été intégrée dans l'ensemble de la théologie de Saint Thomas d'Aquin (écrit entre 1266 et 1273). Thomas d'Aquin s'appuie aussi sur l'enseignement d'Aristote selon lequel l'argent ne peut pas produire d'enfants. Le prélèvement d'intérêts est caractérisé comme un moyen injuste, déshonorant et contre nature de s'accaparer le bien d'autrui. Chaque intérêt, chaque profit supplémentaire sur un capital, qui a été emprunté par un simple crédit, est interdit. L'intérêt est seulement légitimé quand il y a une raison extérieure au crédit – par exemple un risque de perte de la somme prêtée.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich